

Photos
Florian Thévenard

Par
Bertrand Burgalat

« L'APTITUDE À S'INDIGNER EST SIGNE DE VITALITÉ »

Médecin de santé publique, épidémiologiste et rare voix de la raison à s'exprimer sur les plateaux de chaîne d'infos, **Alice Desbiolles** (auteure de *L'Éco-anxiété : vivre sereinement dans un monde abîmé*) propose aujourd'hui de « réparer la santé ». Notre patient zéro a pris rendez-vous...

DOCTOR DOCTOR !
À gauche, l'intervieweur : le laborantin pop des studios Tricatel Bertrand Burgalat. À droite, l'interviewée : Dr. Alice Desbiolles, rare défenseuse du droit à la subtilité à être invitée à participer au débat public.



« **Les merveilles de la science pour mourir en pleine forme** » (« Noël sur ordonnance », paroles Elisabeth Barillé).

14 Novembre, coupole Binet du Printemps, soirée annuelle de RoseUp, l'association de patientes du cancer à l'origine d'avancées remarquables comme la loi sur le droit à l'oubli. Avant même que le ministre de la Santé ait pu prendre la parole, un Zébulon en micro-costume se rue sur le micro. C'est Olivier Véran, en pleine forme, parfaitement content de lui, synthèse entre Murdoc Niccals de Gorillaz, Mickaël Vendetta et un maître de cérémonie funéraire. Il y a peu de chances que sa bio s'intitule « L'Homme qui ne s'aimait pas ». Les petites mains jointes en signe de sincérité, il prononce son propre panégyrique (manifestation de réassurance résultant d'un Soi mal stabilisé et d'un narcissisme secondaire fragile), sans mentionner sa devancière Agnès Buzyn, pourtant présente et pas plus nulle, reléguant son successeur au rang d'interiminaire. Impassible, François Braun, urgentiste rompu à d'autres formes de tension, semble déjà accoutumé aux incivilités de cette incarnation des pires défauts du régime. Affable, à l'écoute, sans plan de carrière, on a vraiment envie que le nouveau ministre de la Santé et de la Prévention réussisse. Il y a beaucoup de personnes intéressantes dans la salle, chercheurs, mécènes, parrains comme Geneviève Fioraso ou Gérard Kierzek ; Aurélie Saada et Keren Ann assurent avec brio la partie divertissement (c'est toujours périlleux dans ce genre de contexte extra-musical), et il y a Alice Desbiolles.

Apparue sur nos écrans radar au moment du passe sanitaire, elle avait réussi à dire des choses gênantes sans se faire traiter de complotiste par ces anticonspirationnistes qui voient des conspirationnistes partout, défendant le droit à la subtilité et l'art du dissensus. À rebours des mandarins-influenceurs, K.O.L. (Key Opinion Leaders) de la médecine de congrès, cette épidémiologiste camusienne démontre qu'à l'inverse de ce qu'estimait Agnès Buzyn, un expert sans liens d'intérêt n'est pas un expert sans intérêt, bien au contraire. Quand la crise devient une méthode de gouvernement, la mort un droit et la peur un art de vivre, il est temps de consulter le Docteur Desbiolles.

BERTRAND BURGALAT

► Vous vous intéressez à l'environnement et à la santé, ça tombe bien, au moment où, après la crise sanitaire, apparaît une nouvelle injonction, la fin de l'abondance, avec les mêmes mécanismes infantilisants et les mêmes postures imbéciles comme l'extinction de l'éclairage public (la production d'électricité n'étant pas modulable, elle sera perdue). Y a-t-il convergence des luttes entre terreur sanitaire et écologique ?

Au regard des périls qui pèsent sur nous, qu'ils soient d'ordre sanitaire, environnemental ou encore sécuritaire, il convient de ne pas tomber dans une fausse logique mortifère : face au terrorisme, supprimer la liberté pour la défendre ; face aux dérèglements environnementaux du monde, rationner les individus sans changer de boussole collective ; face à un virus, suspendre la vie pour la protéger. Choisir entre liberté et santé, liberté et écologie ou liberté et sécurité, c'est un peu comme choisir entre boire et manger, dormir ou bouger, aimer ou respirer. Chacun de ces aspects étant consubstantiel à notre épanouissement et à la qualité de notre (sur)vie, ces faux dilemmes n'ont pas lieu d'être. Au contraire, ils constituent un poison démocratique. Aussi, la suspension des droits et des libertés au gré des « indicateurs sanitaires », du statut immunitaire ou vaccinal d'un individu, ou encore, qui sait, d'une consommation énergétique jugée trop importante, n'a, à mes yeux, pas sa place dans une démocratie vivante et saine. Puisse ce type de réponse inapproprié, brutal et au demeurant inefficace, ne pas devenir notre nouvelle normalité.

Vous déplorez que nous ne soyons plus des sujets potentiellement sains mais des malades en devenir. Des diabétiques conscientisés (dirait Joey Starr) comme moi connaissent depuis longtemps ces dérives : pédagogie noire, culpabilisation des patients, médecine télécommandée et doudous connectés, dévoiement de la santé publique, de la gratuité et de l'assurance-maladie au service d'intérêts privés, ce que vous appelez biomédicalisme nous est familier. Le Covid a fait tomber les masques et dévoilé des comportements qui étaient déjà là...

L'Organisation Mondiale de la Santé considère que la santé est un « état de complet bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ». Loin de la définition holistique de la santé telle que décrite précédemment, cette dernière est de plus en plus réduite à des paramètres biologiques et quantitatifs, sans véritable considération pour les individus dans leur globalité et leur complexité. Ce n'est plus tant le symptôme, la plainte du patient et le contexte clinique qui orientent la pratique médicale, que le résultat à un test réalisé de manière itérative. Nous ne sommes plus des sujets potentiellement sains, mais des malades en devenir puisque toute déviation à un seuil ou à une norme peut désormais nous faire basculer du côté du pathologique. Entendons-nous bien, nombreux sont les tests médicaux à être pertinents. Ce que j'interroge ici, c'est précisément l'essentialisation, la réduction de notre santé et de notre identité à des critères quantitatifs. Cette essentialisation, je la qualifie de



biomédicalisme. Lequel entraîne la parcellisation des individus, la prise en compte de la seule « vie nue », à savoir un cœur qui bat et des paramètres biologiques normalisés, sans considération pour les aspects sociaux, émotionnels ou encore spirituels. Le biomédicalisme fragmente les êtres et confond l'homme biologique avec la personne. In fine, le biomédicalisme traduit l'intrusion inflationniste de la technomédecine dans tous les espaces de nos vies, où la notion même de « bonne santé » finit par disparaître. Une autre invitation de mon livre (*Réparer la santé : Démocratie, éthique, prévention*, à paraître le 20 janvier 2023, ndr) est de réaliser que nos sociétés deviennent pathogènes : notre manière d'habiter le monde et de le dévorer nous abîme. Ce sont d'ailleurs souvent les mêmes industries qui altèrent notre santé et la planète (malbouffe, tabac, pesticides, etc.).

C'est très proche de l'écologie polluante. La catastrophe environnementale a été amplifiée par la névrose antinucléaire et les sermons stériles de Pharisiens tels Nicolas Hulot, Cyril Dion ou Yann Arthus-Bertrand. Non seulement ils n'ont rien réglé, mais ils ont aggravé la situation.

L'écueil que vous décrivez, et auquel je souscris, c'est celui de la pensée en silo. Cette dernière aboutit à un appauvrissement de la réflexion : les enjeux sont souvent analysés de manière simpliste et unidimensionnelle. Nous l'avons

EN PLEINE CONSULTATION – L'auteur de l'essai *Réparer la santé : Démocratie, éthique, prévention* (à paraître en janvier) détaille son programme...

« LE BIOMÉDICALISME CONFOND L'HOMME BIOLOGIQUE AVEC LA PERSONNE. »



vu avec la gestion de la crise du Covid. Le biomédicalisme nous a conduits à penser que la seule cause de la pandémie était un agent infectieux. L'ensemble des interventions pour y faire face s'est donc invariablement concentré sur la réduction des transmissions virales. Pourtant, comme le rappelle Richard Horton, rédacteur en chef de la revue médicale *The Lancet*, deux catégories de maladies interagissent : l'infection par le SARS-CoV-2 et un éventail de maladies non transmissibles comme l'obésité, les pathologies cardiovasculaires et respiratoires – auxquelles s'ajoute un facteur de risque non négligeable dans notre société dont l'espérance de vie ne cesse de croître : l'âge. Le Covid n'est donc pas qu'une pandémie infectieuse. Il s'agit avant tout d'une syndémie, où les interactions entre maladie infectieuse, maladies non transmissibles et âge se potentialisent, aggravant les symptômes et le pronostic de l'infection. Hélas, les différentes disciplines, notamment en médecine, n'échangent que peu entre elles, et la spécialisation, pour ne pas dire l'hyperspécialisation des professionnels, est de plus en plus importante. L'imperméabilité entre les champs de connaissances empêche le surgissement d'une pensée complexe, l'émergence des véritables problèmes et des véritables solutions. Ce cloisonnement des disciplines aboutit, selon Edgar Morin, à la production d'ignorance, et donc d'ig-

norantisme. Cet ignorantisme est évidemment dommageable puisque l'on en arrive à ce que nos propres contemporains, ainsi que des experts et des savants, deviennent « ignorants de leur propre ignorance ». C'est un peu ce que l'on a observé avec le conseil scientifique. S'y trouvaient certes des personnes très compétentes dans leur domaine, mais l'approche globale et syndémique de la santé humaine et planétaire a été oubliée. Cette éclipse nous a menés à apporter des réponses à la focale étroite, et potentiellement iatrogènes. La médecine moderne, pourtant, a pour socle une balance entre bénéfique et risque.

Que pensez-vous, justement, du débat sur l'euthanasie ? La tribune d'André Grimaldi, menaçant de laisser agoniser les non-vaccinés, a montré la pulsion de mort et la jouissance du pouvoir de certaines brutes en blanc, assaisonnant leur discours de niaiseries sur le « patient acteur de santé ». Une société qui se mobilise pour mourir tout en niant la mort (la fin de vie), me paraît annonciatrice de situations horribles dont on n'a pas encore pris la mesure, familles qui se débarassent de leurs encombrants, ronds-de-cuir de l'hôpital à qui on va donner les clés du camion, qui géreront les vies, déjà soumises au bon-vouloir et à l'éthique variable des soignants, aussi mal qu'ils gèrent leurs services.

Je pense que la question de la fin de vie est trop complexe et protéiforme pour y répondre avec des opinions tranchées. Face à la diversité des situations, il me semble qu'il convient d'apporter des réponses personnalisées, au plus près des besoins des personnes. Ce qui est inacceptable, c'est d'avoir des considérations d'ordre matériel qui s'insinuent dans ce débat. Le démantèlement et le dépouillement de l'offre de soins qui s'opèrent depuis plusieurs années se font aussi au dépend des soins palliatifs et de l'accompagnement des personnes en fin de vie. L'euthanasie ou l'assistance au suicide, que je ne rejette pas en bloc par principe, ne doivent pas devenir pernicieusement une solution à cette situation.

Faut-il pour cela sauver à tout prix le pseudo modèle français ? Peut-on le faire sans mettre un terme à l'affairisme des nomenclaturistes, à la gabegie bureaucratique et à son corollaire, les économies de bouts de chandelle ? Que pensez-vous du décalage entre la part des dépenses de santé dans le PIB de la France et la situation de l'hôpital ?

D'après la Cour des comptes, le total net des dépenses liées au Covid s'est élevé en France à 49,6 milliards d'euros sur l'année 2020-2021. Concernant le déficit de la Sécurité sociale, il est passé d'environ 2 milliards d'euros en 2019, à près de 40 milliards en 2020 et 25 milliards en 2021. Des chiffres d'autant plus vertigineux qu'ils ne correspondent à aucun investissement pérenne pour le système de santé ou pour d'autres services publics. Pire, le nombre de lits d'hospitalisation complète poursuit sa diminution – au même titre que celui des établissements de santé – avec plus de 4300 lits supprimés en 2021. Depuis fin 2013, la baisse cumulée atteint 30000 lits, d'après la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees). Les dépenses de santé se sont quant à elles majoritairement concentrées sur le ►

► Covid, via l'achat de consommables médicaux (comme les tests), la création d'applications numériques, la mise en place du pass, la communication de masse autour du coronavirus, ou encore le déploiement de protocoles dits sanitaires dans les services publics notamment. Si certaines de ces interventions étaient légitimes, notamment vis-à-vis des personnes les plus à risque de formes graves, on peut néanmoins s'interroger sur la pertinence de telles dépenses, qui n'améliorent pas durablement le fonctionnement du système de santé, la formation et la rémunération des professionnels, ou encore la prévention. Dans un rapport publié le 6 décembre 2022, la Cour des comptes considère pour sa part que le traçage des « cas contacts » exposés au Covid-19 pourrait avoir coûté plus de 600 millions d'euros depuis le début de l'épidémie et conclue à « l'efficacité incertaine » du dispositif. Ces considérations économiques, qui peuvent, de prime abord, paraître contre-intuitives dans le domaine de la santé humaine, visent à souligner un rendez-vous manqué. Le « quoi qu'il en coûte » et les moyens financiers colossaux déployés pour faire face au SARS-CoV-2 ont représenté, tant par leur importance que par leur disponibilité immédiate, une opportunité inouïe. L'investissement et la volonté politique tant attendus pour déployer efficacement la santé publique et renforcer l'offre de soins semblaient enfin au rendez-vous ! Sans que cela n'efface les souffrances et les tourments entraînés par ce coronavirus, il devenait permis d'espérer que le kairos, le moment opportun pour développer et faire croître la santé des individus dans toutes ses dimensions, advenait. Malheureusement, le renforcement de secteurs comme la pédopsychiatrie ou l'aide sociale à l'enfance, la prévention des comorbidités, le souci de la santé environnementale et planétaire, la valorisation pérenne des métiers du soin ou du système médico-social n'ont pas été à l'ordre du jour. L'arrivée de deniers publics aura été pareille à l'irruption d'une tempête : colossale mais fugace, et source de plus de dépenses que d'investissements. Rappelons que limiter l'offre de soins et de services, dans un contexte de vieillissement de la population, par ailleurs de plus en plus porteur de maladies chroniques, est à de nombreux égards risqué.

Vous avez écrit un ouvrage sur l'éco-anxiété et êtes assez positive sur cette notion, qui dynamiserait la démocratie. Vous pensez qu'elle redonne une forme d'élan au contrat social ?

L'éco-anxiété, l'éco-colère, ou encore l'éco-lucidité – quel que soit le nom que l'on donne à cet état d'âme – est une pensée profondément politique. Comme l'écrit Gilles Deleuze, « la vie devient résistance au pouvoir quand le pouvoir prend pour objet la vie ». Cette aptitude à s'indigner devant des règles ou des activités humaines considérées comme illégitimes ou destructrices est aussi le signe d'une vitalité et donc d'une bonne santé, laquelle peut également se définir comme la capacité à affronter les événements. S'interroger sur l'ordre du monde est sain, aussi vertigineuse et effrayante que puisse nous apparaître la désorientation de nos sociétés. L'éco-anxiété, l'éco-intelligence, peuvent être une boussole

pour notre contrat social et pour notre manière d'habiter le monde. Précisons qu'il y a souvent de nombreux co-bénéfices entre interventions sanitaires et environnementales. Prenons l'exemple de l'ombrage d'un espace public, comme une cour d'école. L'ombrage est positif pour l'environnement et la santé humaine : amélioration de la qualité de l'air, genèse d'un îlot de fraîcheur urbain – utile en temps de canicule –, habitat pour la biodiversité, création d'ombre, laquelle protège des UV, principal facteur de risque de cancer de la peau, ou encore, création de beauté, ce qui est bon pour le bien-être et la santé mentale. Autant de perspectives désirables et efficaces sur de nombreux déterminants sanitaires et environnementaux. S'engager sur cette voie nous emmène loin d'une approche disciplinaire et angoissante ; à l'image des confinements et des potentielles coupures d'électricité.

Chacun a ses angoisses : pour certains ce sera ça, pour d'autres, l'immigration, le racisme, les violences sexuelles, la souffrance animale. Nous vivons dans une société où, selon le profil sociologique de chacun, se juxtaposent des obsessions, souvent fondées. C'est peut-être parce que je suis d'une autre génération, mais quand vous parlez de pensée politique je ne peux, au contraire, que déplorer les dégâts causés par la politisation de l'écologie, bac de recyclage des résidus du trotskisme, qui ont fait perdre cinquante ans à la cause. Sans les écolos, la France serait aujourd'hui le pays le moins polluant au monde, Fessenheim et les autres réacteurs tourneraient, on aurait des moteurs thermiques qui consommeraient de moins en moins, au lieu d'avoir des voitures électriques aux batteries alimentées par des centrales à charbon. Chez moi, dans le Comminges, la région vient de retirer les caténaires entre Montréjeau et Luchon au prétexte qu'il y aurait bientôt un train à hydrogène. Ils ont réussi à désélectrifier la ligne et on va avoir du diesel. On voit des générations hyper motivées, qui ont raison de l'être, mais les réponses de l'écologie sont pires.

N'est-ce pas accorder beaucoup de poids et de pouvoir aux écologistes... ?

C'est un peu comme les communistes : ils n'ont pas toujours beaucoup de poids électoral, mais leurs idées ont pénétré nos sociétés.

Que les préoccupations autour des enjeux environnementaux pénètrent de plus en plus nos consciences, la société, nous sommes d'accord. Mais ce que je questionne, au-delà des constats, ce sont les actions à mettre en place et la manière de le faire. Je plaide et plaiderai toujours pour des interventions efficaces, justes, soutenables, démocratiques.

Que pensez-vous de ce qu'on appelle l'éco-terrorisme ?

C'est une vaste question. Tout dépend de ce que l'on met derrière ce terme et qui l'on pointe du doigt. En règle générale, je me méfie des étiquettes et des anathèmes et préfère me forger un avis sur des actes, une pensée. Entre détruire une boucherie de village et jeter de la sauce tomate sur une œuvre d'art



ECO-ANXIEUX ?.. Ni décliniste, ni optimiste au-delà du raisonnable, Dr. Desbiolles nous propose de « vivre sereinement dans un monde abîmé ». Une troisième voie à adopter dare-dare ? (Ici une manif anti-nucléaire place de la République, Paris.)

protégée par une vitre, il y a pour moi un monde. Il convient de différencier la destruction effective et violente, de la destruction symbolique. In fine, je pense qu'il faut repartir du problème. Pourquoi ces individus font cela ? Car ils ressentent de l'éco-anxiété : il me semble que ces actes traduisent d'abord un signe de colère et de désespoir qui ne parvient plus à s'exprimer autrement que par des actions coup de poing. Le comprendre, c'est contribuer à traiter le problème à la racine. Le risque, c'est que ces actions se fassent de plus en plus violentes et destructrices. Aussi, le meilleur moyen est d'agir. Juger ces actions – je parle des actions non destructrices et non violentes – n'a pas beaucoup de sens. **Ce sont pourtant les baby-boomers qui, les premiers, ont été sensibles à la protection de la nature. Le ministère de l'Environnement a été créé en janvier 1971, à la télévision, des émissions comme « La France défigurée » ont participé à la prise de conscience. Mais l'écologie politique, par sa haine du nucléaire, nous a fait perdre 50 ans. Antoine Waechter, défenseur sincère de la nature, qui pourfend maintenant l'éolien industriel, a été une des premières victimes de cette migration idéologique. Il est cruel de voir Brice Lalonde, fondateur des Amis de la Terre, faire aujourd'hui son aggiornamento (dans un texte brillant pour Causeur), ou Greta Thunberg reconnaître qu'il vaut mieux du plutonium que du charbon. Tout ça pour ça... Engraisser les**

éolocrates tout en fermant Fessenheim et en promettant ensuite de construire d'autres centrales, utiliser l'Ukraine pour imposer des mesures d'austérité qui sont la conséquence de sanctions qu'on a imposées nous-mêmes tout en s'approvisionnant en gaz de schiste qu'on refuse de produire : plus que dans le « En même temps », sommes-nous dans le « Tout et son contraire » ?

Ce que vous pointez, c'est le manque de cohérence, de vision globale et de long terme, le tout dans le respect de la pluridisciplinarité des savoirs comme des expériences. Toujours les mêmes écueils, qu'il s'agisse de la gestion de crise du Covid ou des enjeux écologiques et énergétiques.

Êtes-vous décroissante ?

Ça dépend, je suis pour la croissance d'indicateurs pertinents comme le bien-être des individus, une démocratie vivante, la beauté du monde... Les travaux du « Prix Nobel » d'économie Amartya Sen sur l'économie du bien-être sont, en ce sens, inspirants.

L'éco-anxiété : Vivre sereinement dans un monde abîmé (Fayard, 18€)

Réparer la santé : Démocratie, éthique, prévention (Rue de l'Echiquier, 12€, sortie le 20 janvier 2023)

BERTRAND BURGALAT